



Lundi 15 novembre 1954,
 à 15 h. 20

New-York

SOMMAIRE

Point 49 de l'ordre du jour:	Page
Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa sixième session (chapitre III) [suite]	133

Président: M. Francisco V. GARCIA AMADOR
 (Cuba).

POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa sixième session (chapitre III) [A/2693, A/C.6/L.338] (suite)

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. M. STEIN (Canada) présente le projet de résolution que soumettent les délégations du Brésil, du Canada, du Danemark et de l'Inde (A/C.6/L.338), et précise que les auteurs de ce projet, s'ils recommandent de renvoyer à plus tard l'examen du projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité (A/2693, par. 54), n'entendent pas dire par là qu'aucun débat sur le fond de la question ne devrait avoir lieu.
2. M. PEREZ PEROZO (Venezuela) déclare que la discussion récente sur la définition de l'agression a montré que, de l'avis d'un grand nombre de délégations, il est impossible de trouver une solution avant que la situation internationale se soit améliorée. Cela est également vrai du code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité et aussi de la juridiction criminelle internationale, qui fait l'objet du point suivant de l'ordre du jour de la Commission. Une coïncidence a voulu que ces trois questions figurent à l'ordre du jour de la présente session de l'Assemblée générale. Elles sont dans une certaine mesure inséparables, en ce sens que le projet de code range l'agression parmi les crimes et que c'est un tribunal pénal international qui devrait appliquer le code.
3. Il serait faux de croire qu'il faille résoudre l'un ou l'autre de ces trois problèmes avant que la situation internationale se soit améliorée. Les mesures les plus urgentes à l'heure actuelle sont celles qui pourraient empêcher une nouvelle guerre. Il est beaucoup moins urgent de formuler des principes directeurs sous la forme d'une définition de l'agression ou d'adopter un code et d'instituer un tribunal qui permettrait au vainqueur de rendre la justice après une guerre.
4. En outre, les problèmes dont est saisie la Commission sont d'une importance telle qu'ils devraient être examinés par les représentants d'un nombre d'Etats aussi grand que possible. A cet égard, l'Assemblée générale déploie des efforts considérables pour ouvrir la porte de l'Organisation à certains Etats qui en sont

actuellement tenus à l'écart. Il semble donc sage d'attendre, pour examiner ces questions, qu'un plus grand nombre d'Etats soient représentés à l'Organisation.

5. Il suffit de lire l'article 2 du projet de code (A/2693, par. 54), qui contient les dispositions les plus importantes du texte, pour voir que douze de ses treize paragraphes sont étroitement liés à la question de l'agression. La Commission doit donc, soit définir immédiatement l'agression, soit, comme l'a suggéré le représentant de Panama à la séance précédente, agir conformément aux observations du Royaume-Uni (A/2162 et Add.1, sect. 14) et garder seulement les mots "tout acte d'agression" au paragraphe 1 de l'article 2 du projet de code. Il est maintenant clair que la première solution est impossible: les discussions récentes l'ont montré. Mais il semble également difficile d'employer la formule "tout acte d'agression", qui est vague. Cette formule a été proposée à l'origine par le Gouvernement du Royaume-Uni, qui estimait qu'il serait extrêmement difficile de donner une définition satisfaisante de l'agression et que le texte proposé par la Commission du droit international ne résolvait que certains des aspects du problème et employait des termes qui, eux-mêmes, demandaient à être définis. En second lieu, l'application du code serait confiée à des organes judiciaires, nationaux ou internationaux, et il serait fâcheux que des organes de ce genre pussent mettre en accusation et condamner les criminels en se fondant sur des textes aussi peu solides. En outre, lorsqu'une définition complète de l'agression aura été acceptée, le code, s'il a été adopté, devra en tout état de cause être révisé. Enfin, par sa résolution 599 (VI), l'Assemblée générale a elle-même souligné les liens étroits qui existent entre le code et la définition de l'agression.

6. Le problème n'exigeant pas d'être résolu d'urgence, la délégation du Venezuela appuiera sans réserve le projet de résolution commun (A/C.6/L.338). Il se peut que, dans l'intervalle, le climat international s'améliore. Le débat sur la définition de l'agression, qui vient de prendre fin, a montré que la Commission abordait ce problème avec sagesse et bon sens. On doit espérer qu'elle agira de même pour le problème qu'elle examine actuellement.

7. M. HSU (Chine) déclare que les deux solutions proposées à la Commission sont différentes mais non contradictoires. Le représentant du Royaume-Uni a très judicieusement fait valoir que le projet de code est lié à la définition de l'agression de façon si étroite qu'il faudrait attendre pour l'examiner que le problème de la définition ait été résolu. D'autre part, la thèse du représentant des Pays-Bas, qui a déclaré (421ème séance) qu'une discussion générale et un échange de vues seraient tout à fait souhaitables même s'ils ne devaient pas aboutir à la rédaction d'un texte définitif, n'est pas moins valable.

8. Le représentant des Pays-Bas a déclaré que les principes de Nuremberg représentaient une révolution dans le droit des gens et demandaient donc à être consolidés. Il serait peut-être sage de ne pas se prononcer définitivement sur cette déclaration avant de savoir ce que le représentant des Pays-Bas entend par "consolider" et aussi ce qu'il a voulu dire exactement lorsqu'il a déclaré que son gouvernement était opposé à la formulation de tout principe qui ne figurerait pas dans le statut ou le jugement du Tribunal de Nuremberg. Pour révolutionnaires qu'aient pu être les principes de Nuremberg, ils ont cependant été confirmés par l'Assemblée générale dans sa résolution 95 (I) ; en outre, par sa résolution 94 (I), l'Assemblée a créé une Commission pour la codification du droit international qu'elle a invitée à considérer comme une question d'importance principale la formulation de ces principes dans le cadre d'une codification générale des crimes commis contre la paix et la sécurité de l'humanité. Par la suite, dans sa résolution 177 (II), elle a confié ce mandat à la Commission du droit international. Il est donc clair que l'intention de l'Assemblée était d'élaborer un code dont les principes de Nuremberg ne seraient qu'une partie très importante, mais une partie seulement. Le code ne doit donc pas se borner à formuler les principes de Nuremberg ; il doit également donner une forme juridique à d'autres principes du droit international. Il est troublant d'entendre le représentant des Pays-Bas déclarer que son gouvernement se prononce contre l'énoncé dans le code de l'un quelconque de ces autres principes.

9. Le sens véritable de la résolution 95 (I) n'est évidemment pas très clair. Cependant, le représentant des Pays-Bas a affirmé que les principes énoncés à Nuremberg constituaient un "droit nouveau" ; il aurait été jusqu'au bout de sa pensée s'il avait parlé d'un droit *ex post facto*. Si cette thèse était admise, on serait fondé à soutenir que, du fait qu'elle confirme uniquement les principes reconnus par le statut et le jugement du Tribunal de Nuremberg, la résolution 95 (I) de l'Assemblée générale est pratiquement dépourvue de sens. On pourrait même soutenir que l'Assemblée, en adoptant cette résolution, a voulu adresser un blâme aux vainqueurs et leur reprocher d'avoir cherché à exercer une vengeance contre les vaincus sous prétexte d'appliquer le droit.

10. Lorsque le représentant des Pays-Bas a souligné les conséquences funestes du procès de Nuremberg, il ne songeait évidemment pas à la pendaison de quelques criminels coupables de l'assassinat de millions d'êtres humains. Il a voulu parler des conséquences funestes auxquelles on s'exposerait si les principes de Nuremberg ne constituaient pas un précédent. Si telle est bien sa pensée, le représentant des Pays-Bas a raison, mais une consolidation des principes en question qui permettrait à l'agresseur d'échapper au châtement en changeant de méthode serait encore plus dangereuse.

11. Pour ces raisons, la thèse du représentant des Pays-Bas doit être repoussée. Depuis le procès de Nuremberg, les persécutions ont continué et un certain nombre d'Etats ont été rayés de la carte. Il faut espérer que la Commission approuvera le texte du paragraphe 11 de l'article 2 du projet de code et y ajoutera une disposition proscrivant le concours apporté aux activités organisées dans un autre Etat afin de renverser le gouvernement par la violence. Si on ne le faisait pas, le projet de code n'aurait guère de valeur. Les prin-

cipes de Nuremberg ont déjà été confirmés par l'Assemblée générale, et la Commission n'a pas à étudier les règles fondamentales du droit international. Un code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité doit tenir compte de l'évolution de la situation.

12. M. COLLIARD (France) déclare que la délégation française continue à porter le plus vif intérêt à la formulation des principes généraux du droit pénal international, à la définition des crimes, et à la juridiction pénale internationale.

13. Un certain nombre de représentants ont contesté l'opportunité d'un débat général sur le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. Le représentant du Royaume-Uni et le représentant du Canada, en particulier, ont fait observer que ce problème est si étroitement lié à la question de la définition de l'agression qu'il convient, pour ouvrir la discussion sur le projet de code, d'attendre que le deuxième Comité spécial pour la question de la définition de l'agression présente son rapport en 1956. En conséquence, la Commission a été saisie d'un projet de résolution (A/C.6/L.338) qui tend à remettre à plus tard l'examen du projet de code. Cependant, l'attitude de la délégation française est quelque peu différente. Il est exact de dire qu'il ne sera pas possible de prendre, à la présente session, une décision définitive au sujet du projet de code. Mais la définition de l'agression, dont l'absence est l'obstacle principal à l'adoption d'une décision définitive, n'est qu'un aspect du projet de code. Les quatre articles du code contiennent un certain nombre de dispositions différentes, et l'agression n'est que l'un des crimes devant être définis ; en conséquence, bien qu'il soit impossible de préparer un projet de code définitif sans définir l'agression, il n'en demeure pas moins nécessaire que la Commission examine les autres dispositions du projet dont elle est saisie. D'autre part, le code ne se borne pas à définir des infractions ; il énonce aussi des principes du droit pénal international.

14. En inscrivant l'examen du projet de code à l'ordre du jour de sa présente session, l'Assemblée générale n'a pas dit que cet examen était subordonné à l'adoption d'une définition de l'agression. En outre, si la Commission n'examinait pas les dispositions du projet de code à un moment où elle dispose du temps nécessaire pour le faire, une conclusion s'imposerait : que le projet dont elle est saisie n'appelle aucun commentaire. De l'avis de la délégation française, il serait préférable que la Sixième Commission adopte une résolution invitant expressément la Commission du droit international à tenir compte, lorsqu'elle préparera le texte définitif du code, du projet de définition qu'élaborera le Comité spécial. Toutefois, si la Sixième Commission ne présentait pas d'observations sur les autres parties du texte actuel, la Commission du droit international considérerait que ses propositions ont été entièrement approuvées. Pour ces raisons, la délégation française juge nécessaire d'ouvrir un débat général sur la question.

15. Un examen général du projet de code doit se faire d'abord sur le plan théorique, puis sur celui de la mise en œuvre. Le texte soumis à la Commission (A/2693, par. 54) contient, d'une part, des principes généraux de droit pénal et, d'autre part, des définitions de crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. La question des principes généraux présente une importance capitale, et elle est fort complexe. Par sa résolution 177 (II), l'Assemblée générale a chargé la Commission du droit international de formuler les principes reconnus à Nu-

remberg et de préparer un projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, indiquant clairement la place qu'il convient d'accorder à ces principes. La Commission du droit international a terminé la formulation des principes de Nuremberg à sa deuxième session, en 1950 (A/1316, troisième partie), et cette question a été examinée par la Sixième Commission cette même année, à la cinquième session de l'Assemblée générale. A l'issue du débat, l'Assemblée générale a adopté la résolution 488 (V), dans laquelle elle priait la Commission du droit international de tenir compte, lorsqu'elle préparerait le projet de code, des observations que les délégations avaient présentées pendant la cinquième session de l'Assemblée générale et de toutes observations que les gouvernements pourraient communiquer.

16. Par sa résolution 177 (II), l'Assemblée générale a donc invité la Commission du droit international non seulement à formuler les principes de Nuremberg, mais aussi à préparer un projet de code. La Commission a été invitée, en préparant ce code, premièrement à indiquer clairement la place qu'il convient d'accorder aux principes de Nuremberg et, deuxièmement, à tenir compte des observations présentées par les délégations et, par la suite, par les gouvernements. La Commission du droit international a interprété la première directive d'une façon un peu particulière. Elle a commencé par faire figurer les références aux principes de Nuremberg dans les observations ou notes accompagnant les dispositions du projet de code (A/1858, par. 59), car elle avait décidé que ces principes ne devaient pas automatiquement être insérés dans le code. Cependant, dans le projet de code dont la Sixième Commission est saisie, on ne trouve aucune référence, même indirecte, aux principes de Nuremberg.

17. Bien que la formulation des principes de Nuremberg soit une question assez différente de celle de la préparation du code, ces deux problèmes sont étroitement liés. Il est donc surprenant que le dernier projet ne souligne pas ce point. On aurait pu peut-être énumérer d'une manière abstraite et générale certains des principes de Nuremberg dans un préambule au code. On aurait pu tout au moins faire mention de ces principes d'une façon ou d'une autre, au besoin dans un document totalement distinct du code. C'est certainement à une solution de ce genre que songeait le représentant du Brésil lorsqu'il a déclaré, à la cinquième session de l'Assemblée générale, que les principes de Nuremberg devaient être énoncés dans une résolution formelle¹. Cependant, ces principes ne sont pas officiellement formulés dans le dernier projet de code, qui n'en fait même pas mention. En fait, il ne consacre qu'un très petit nombre de ces principes.

18. Malgré les termes de la résolution 488 (V), on ne trouve aucune trace, dans le projet de code, des suggestions faites au cours des débats de la cinquième session, et les observations des gouvernements n'ont pas été prises en considération. Il est donc évident que la Commission du droit international a interprété son mandat de manière assez libre. Les assurances données antérieurement et selon lesquelles le code constituerait le texte définitif des principes de Nuremberg ont été oubliées, et le projet ne fait mention ni du principe du procès équitable, ni de la règle *nullum crimen, nulla poena sine lege*, ni des rapports entre les juridictions

nationales et la juridiction internationale, ni d'un certain nombre d'autres questions d'importance capitale. Devant de telles omissions, on éprouve des regrets et des craintes. Il est fâcheux que l'on n'ait pas accordé aux principes de Nuremberg, qui font partie du droit international positif, la place qu'ils méritent, et l'on peut craindre qu'un code qui, dans une large mesure, ignore les principes de Nuremberg, ne favorise des conflits entre ces principes et le droit qu'il consacre.

19. M. Colliard passe ensuite aux définitions que contient le code. S'il convient peut-être, s'agissant des dispositions relatives à l'agression, d'attendre le résultat des travaux du Comité spécial, la Commission du droit international doit rester libre d'apporter à la définition qu'adoptera le Comité, quelle qu'elle soit, les modifications que pourrait exiger son insertion dans le projet de code. La définition que doit préparer le Comité spécial aura des aspects politiques et juridiques. La définition qui figurera dans le projet de code devra être contenue dans cette définition plus générale; elle pourra être plus étroite, elle pourra même être identique, mais elle ne devra en aucun cas être plus large.

20. On peut se féliciter de la définition que le paragraphe 11 de l'article 2 donne des crimes contre l'humanité, car elle constitue un progrès important. Désormais, ces crimes seront punis en eux-mêmes et non pas seulement s'ils sont commis en même temps que d'autres crimes énumérés dans le code.

21. M. Colliard regrette que les paragraphes 10 et 12 de l'article 2 ne fassent pas expressément mention des instruments internationaux qui répriment les crimes visés dans ces paragraphes. Les conventions internationales en question font en effet partie du droit positif.

22. Abordant la question de la mise en œuvre, le représentant de la France constate que si la résolution 177 (II) de l'Assemblée générale ne prescrit pas l'adoption de mesures de mise en œuvre pour le code, elle ne les exclut pas expressément. Il regrette que la Commission du droit international n'ait pas touché à la question dans le code; il aurait certainement été possible d'en dire un mot sans préjuger la solution. Le problème n'est pas nouveau, et il a été résolu de façon heureuse dans la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, et la Commission aurait pu utilement faire mention d'un précédent aussi important. D'ailleurs, un code qui ne prévoit rien pour sa mise en œuvre ne peut être efficace. L'omission est d'autant plus regrettable que le projet de code est muet sur un certain nombre d'autres questions importantes — celle des peines, par exemple — qui devront ainsi être tranchées par le tribunal lui-même. On aurait pu aussi prendre la Convention sur le génocide comme modèle pour la solution d'autres problèmes non résolus dans le projet, notamment les problèmes de l'extradition et de l'interprétation du texte. En l'absence de dispositions sur ces questions pratiques, le document paraît plutôt théorique, ce qui est regrettable.

23. La Commission n'a fait aucune recommandation au sujet de la procédure à suivre pour l'adoption du projet de code. M. Colliard espère qu'elle ne manquera pas d'en faire par la suite. La délégation française estime, d'une manière générale, que l'on devrait demander à la Commission du droit international de procéder à un nouvel examen du code en tenant compte des travaux auxquels doit procéder le Comité spécial récemment constitué et des opinions exprimées à la présente session. Elle communiquerait ensuite le texte révisé

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquième session, Sixième Commission*, 231ème séance.

aux gouvernements, en leur demandant de présenter leurs observations, et soumettrait, enfin, à l'Assemblée générale le projet de code accompagné de ses propres recommandations.

24. Mlle SOUTER (Nouvelle-Zélande) est en faveur de la méthode qui est prévue dans le projet de résolution commun (A/C.6/L.338), pour les mêmes raisons que d'autres représentants. La délégation néo-zélandaise est pleinement consciente de l'importance que présente le projet de code, comme d'ailleurs le droit pénal international en général, sur l'existence duquel repose la compétence exercée par les Tribunaux de Nuremberg et de Tokyo. Sans vouloir diminuer la valeur des travaux préparatoires de la Commission du droit international, elle ne se dissimule pas que des règles aussi importantes que celles qui figurent dans le code doivent être élaborées avec beaucoup de soin. Les délégations qui pensent pouvoir contribuer utilement à un débat au fond doivent être libres de le faire. Pour sa part, la délégation de la Nouvelle-Zélande n'est pas en mesure de présenter des observations sur le code à la présente session.

25. M. PETREN (Suède) déclare que le code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité doit, comme n'importe quel code, pouvoir être applicable. La Commission du droit international n'ayant fait aucune recommandation à ce sujet, il appartient à l'Assemblée générale elle-même d'examiner la question de l'application, qui est étroitement liée à deux autres questions : dans quelle mesure les principes de Nuremberg constituent-ils des règles de droit international positif ? Le projet de code se borne-t-il à reprendre les principes de Nuremberg, ou va-t-il au-delà ? Les débats ont montré que ces questions sont controversées. C'est pourquoi la délégation suédoise estime que le code devrait faire l'objet non d'une résolution de l'Assemblée générale, mais d'une convention. L'Assemblée générale n'est pas l'organe le mieux qualifié pour légiférer sur le plan international. Il est vrai, d'autre part, comme le représentant des Pays-Bas l'a montré, que les principes de Nuremberg ont pour caractéristique fondamentale de faire de l'individu le sujet direct du droit international et de reconnaître que certains principes du droit international priment le droit national. Le projet de code a un double objet. Le premier est d'assurer que les criminels seront traduits en justice. Cela suppose que l'Etat coupable aura été vaincu, auquel cas on n'aura pas besoin de son aide pour poursuivre les responsables. Le second objet est d'empêcher les individus de commettre des crimes en interdisant toute incitation à l'agression et toute préparation de l'agression, c'est-à-dire en empêchant des agresseurs éventuels d'arriver au pouvoir. Pour cela, il est nécessaire d'avoir la collaboration de l'Etat où agissent les individus. Dans ce cas, la législation de cet Etat doit autoriser cette coopération. Le meilleur moyen d'assurer la coordination des droits nationaux est donc d'adopter une convention.

26. Pour élaborer cette convention, il faudra étudier de façon approfondie un certain nombre de questions qui se sont aussi posées à propos de la Convention sur le génocide, par exemple la question de l'immunité des législateurs et celle du traitement des délits de presse.

27. M. Petren, comme le représentant du Royaume-Uni, considère que la disposition relative à l'agression est la pierre angulaire du projet de code, et il ne croit

pas que la sixième Commission puisse travailler utilement au reste du code après avoir renvoyé à plus tard la définition de l'agression et en avoir chargé un autre organe. C'est pourquoi il appuie le projet de résolution commun (A/C.6/L.338), sans toutefois s'opposer à ce que le projet de code fasse, à la présente session, l'objet d'une discussion préliminaire.

28. M. P. D. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) voudrait répondre à certaines observations faites par le représentant des Pays-Bas à la 421ème séance. Ce dernier s'est efforcé de mettre en doute la validité des principes de Nuremberg en tant que règles de droit international positif. Le représentant des Pays-Bas avait fait une tentative analogue à la cinquième session de l'Assemblée générale, lorsqu'il avait soutenu que les principes de Nuremberg avaient révisé le droit international existant à l'époque².

29. Dans son jugement, le Tribunal de Nuremberg a rejeté le point de vue que soutient M. Röling. A l'argument de la défense selon lequel l'article 6 du Statut de Nuremberg constituait une règle de droit *ex post facto*, incompatible avec le principe *nullum crimen sine lege, nulla poena sine lege*, le Tribunal a répondu qu'en livrant une guerre d'agression, les agresseurs savaient qu'ils agissaient en violation du droit international ; il a ajouté qu'en 1939 la guerre d'agression avait déjà été déclarée être un crime en vertu du Pacte de Paris (pacte Briand-Kellog), auquel l'Allemagne, l'Italie et le Japon étaient aussi parties.

30. D'autre part, le représentant des Pays-Bas a laissé entendre que l'URSS et plusieurs autres pays ont adopté des lois de défense de la paix qui, selon lui, désigneraient d'avance l'agresseur et le criminel. M. Morozov cite le texte intégral de la loi soviétique en question ; il résulte clairement de ce texte que les conclusions du représentant des Pays-Bas méconnaissent et la lettre et l'esprit de cette loi ; les lois promulguées en la matière par l'URSS et la République démocratique d'Allemagne sont pleinement conformes aux principes de la Charte des Nations Unies et visent à renforcer la paix et la sécurité internationales. Si tous les pays adoptaient des lois analogues et si l'Organisation des Nations Unies qualifiait crimes la propagande de guerre et la diffusion d'idées fascistes, on ferait un grand pas vers la réalisation de ce dessein.

31. En ce qui concerne la méthode que la Commission devrait suivre, M. Morozov convient que la discussion, quant au fond, du projet de code devrait être remise à la onzième session, c'est-à-dire au moment où la Commission sera vraisemblablement saisie d'une définition de l'agression. Le représentant de l'URSS est donc prêt à appuyer le projet de résolution commun (A/C.6/L.338), si les auteurs de ce projet n'insistent pas pour conserver le paragraphe 1 du dispositif, aux termes duquel l'Assemblée féliciterait la Commission du droit international des travaux qu'elle a accomplis. Il n'est pas d'usage de porter un jugement de valeur sur un document avant d'avoir procédé à une discussion approfondie de sa teneur.

32. La délégation de l'URSS approuve les dispositions progressistes du projet de code, mais elle estime que ce projet souffre aussi de graves insuffisances. Elle se réserve le droit de présenter en temps utile des observations détaillées sur le texte de ce projet.

² Ibid., 232ème séance.

33. M. AMADO (Brésil) rappelle que le rapporteur spécial, M. Spiropoulos, avait soumis à la Commission du droit international un projet de code remanié d'après les observations des gouvernements, et qu'il s'était fort judicieusement abstenu de modifier les dispositions sur lesquelles les avis étaient partagés. A sa sixième session, la Commission du droit international a modifié, quant au fond, les articles 1, 2 et 4 du projet de code.

34. Certes, comme l'a fait observer le représentant de l'URSS, le projet de code présente des défauts et des lacunes. Il n'en est pas moins le texte le plus acceptable que la Commission du droit international, qui a tenu compte avec réalisme des vues et des désirs des gouvernements, soit en mesure de présenter. L'article premier de ce projet, qui s'inspire de l'alinéa *a* de l'article 6 du Statut de Nuremberg, est véritablement la pierre angulaire du droit pénal international. Il constitue une innovation importante car, pour la première fois dans l'histoire, il est proclamé dans un code pénal international que des individus peuvent être coupables de crimes de droit international et qu'ils sont, de ce chef, passibles de peines. Ce rejet du principe traditionnel qui veut que seuls les Etats soient des sujets de droit international permet d'envisager le développement du droit pénal international, qui rendra les individus directement responsables de leurs crimes devant la justice internationale. De nombreuses conventions internationales, notamment la Convention sur le génocide, constituent des précédents en ce sens.

35. La Commission du droit international a agi de manière judicieuse en posant le principe de la responsabilité individuelle, car c'est seulement en se fondant sur ce principe que l'on peut réprimer les crimes énoncés dans le projet de code. Un Etat ne peut être condamné à une peine, mais celle-ci peut être infligée à des personnes relevant de cet Etat. C'est avec tout autant de sagesse que la Commission du droit international s'est abstenue de préciser quel serait l'organisme chargé d'administrer la justice en application du code: ce point est en effet fort controversé et, d'autre part, la question de la création d'un tribunal pénal international est soumise à l'examen de l'Assemblée générale. Contrairement au représentant de la France, M. Amado ne pense pas que la Commission aurait dû chercher à régler la question.

36. Des treize paragraphes de l'article 2 du projet de code — qui constitue la partie la plus importante du texte — neuf ont directement trait à l'agression. Il ne serait guère logique que la Sixième Commission, qui n'a pas réussi à définir l'agression et qui s'est vue obligée de renvoyer la question à deux ans, tentât de se prononcer sur le projet de code.

37. La Commission du droit international a remanié le texte du paragraphe 11 de l'article 2 afin d'en élargir la portée. Pour sa part, M. Amado préfère la version soumise à l'origine par le rapporteur spécial. Du fait que l'on ne précise plus, comme dans le texte initial, que les actes inhumains dont il s'agit doivent avoir été commis au cours de l'exécution ou à l'occasion d'autres crimes définis dans l'article, il devient très difficile d'établir, sur la base du *dolus specialis*, qu'un crime international a été commis. Une des conséquences de l'adoption du texte actuel pourrait même être que des crimes relevant normalement du droit interne deviendraient des crimes de droit international. D'autre part, en stipulant que lesdits actes doivent avoir été commis à l'instigation ou avec le consentement des autorités de l'Etat, on donne aux coupables, même s'ils ont agi avec *dolus specialis*, le moyen d'échapper à la justice internationale en leur permettant de faire valoir qu'ils avaient agi sans l'assentiment de ces autorités. Le *dolus specialis* caractérise le crime de droit international visé à l'article 2 du projet de code et punissable en droit international. Que le coupable ait agi à l'instigation ou avec le consentement de l'Etat importe peu; il n'y faut voir qu'un vestige de la doctrine traditionnelle de la responsabilité de l'Etat, qui a été rejetée dans les principes de Nuremberg, dans la Convention sur le génocide et dans le projet de code lui-même. La délégation du Brésil estime que le paragraphe 11 de l'article 2 du projet de code ne définit pas comme il convient la notion de crime contre la paix et la sécurité de l'humanité et qu'il ne prévoit pas le châtimement des auteurs de tous les actes inhumains qui constituent des crimes de droit international.

38. Le lecteur le moins attentif du projet de code ne manquera pas d'être frappé par l'absence de toute mention de l'emploi des armes de destruction massive. Cette omission n'est pas due à ce que les membres de la Commission du droit international considèrent que les actes inhumains, lorsqu'ils sont commis sur une grande échelle, ne sont pas répréhensibles, mais au fait que le problème échappe au domaine juridique pour se situer sur le plan politique, et qu'il appartient à un autre organe de le résoudre.

39. Il est indéniable que le projet de code jette les bases du droit pénal international. Cependant, en raison des défauts que M. Amado a signalés et puisqu'il faut attendre que de nouvelles décisions interviennent au sujet de la juridiction criminelle internationale et de la définition de l'agression, la délégation du Brésil est prête à appuyer le renvoi à 1956 de toute décision sur le texte soumis à la Commission.

La séance est levée à 17 h. 50.

